

aine

EUROPE DANS LE PIÈGE DE L'OTAN

ance américaine publié une dépêche datée : « La Russie craint », avant de se féliciter de cette illustration de la psychologie des États-Unis, pays qui, le matin de la marche à Kiev, contaminés par le virus de la pandémie tricolore ne se sentent pas comme s'il était inévitable que l'Europe soit le théâtre d'une confrontation militaire aux conséquences incalculables.

On ne peut que se féliciter de la politique d'Emmanuel Macron et à Kiev, même si elle est basée sur une logique de calcul présumé. L'essentiel est que la diplomatie n'emporte sur les armes. Cela passe par la Russie et l'Ukraine, et les États-Unis mener dans ce contexte de la France a un rôle à jouer. Elle doit faire face à un monde qui conduit nombre d'opérations militaires à l'Union européenne à l'instar de l'Amérique, à l'instar de la Russie comme si elle était

un clone de l'URSS, et à la menacer de sanctions inopérantes.

Le président de la République avait eu un éclair de lucidité en évoquant la « mort cérébrale » de l'Otan. Née au temps de la guerre froide, cette organisation militaire s'est implantée dans tous les pays voisins de la Russie, au point de créer à Moscou une phobie de l'encerclement renforcée par l'hypothèse de l'adhésion programmée de l'Ukraine. Ce sujet mérite discussion et clarification afin de recréer sur le Vieux Continent les conditions d'une sécurité collective nécessaire pour tous.

Le problème est que l'Otan, nonobstant son état cérébral, est un obstacle de taille pour l'équilibre des forces. S'il est logique d'exiger que le Kremlin abandonne ses rêves d'empire, il serait périlleux de laisser un bloc militaire ennemi s'étendre indéfiniment à ses frontières. Chacun sait qu'une éventuelle adhésion de l'Ukraine (et de la Géorgie) à l'Otan est une ligne rouge pour Moscou. D'ailleurs, dans leurs premières réactions écrites à la Russie, les États-Unis ont pris partiellement en compte cette réalité, preuve que, en dépit des déclarations tonitruantes, il est possible de redescendre sur terre. ■ JACK DION

Abd-el-Kader

TRONÇONNEURS DE L'HISTOIRE

Le découpage de l'Histoire à la tronçonneuse devient un sport de tendance. La dernière victime en est l'émir Abd-el-Kader, dont l'effigie ciselée dans l'acier a été saccagée à la disquette à Amboise, peu avant son inauguration. L'hommage à Abd-el-Kader était suggéré dans le rapport de l'historien Benjamin Stora sur la réconciliation des mémoires entre la France et l'Algérie. La figure de l'émir illustre en effet un destin difficile à figer dans un récit unique. Abd-el-Kader (1808-1883) combattit d'abord la France pendant dix-sept ans. Sa smala incarne pour les historiens d'Alger l'embryon d'un État. Vaincu, il est fait prisonnier à Amboise avec sa famille. C'est là, puis à Damas, où il est autorisé à s'installer, que ce guerrier, devenu poète, développe une pensée où se croisent sagesse musulmane soufie et valeurs universelles. Abd-el-Kader devient ainsi le protecteur des chrétiens de Syrie, en danger de mort lors des émeutes de 1860. La France, reconnaissante, lui remet la légion d'honneur, et Victor Hugo le chante avec ferveur. L'émir symbolise l'« harmonie des contraires », résume l'un de ses biographes, Ahmed Bouyerdene. C'est ce que n'ont pu supporter les vandales de 2022. ■

MARTINE GOZLAN

PARLEMENT DIT "NON" À ASSANGE

ationale
ix contre 17)
posant au
accorder
Julian
ur de
stillé à
coup d'une
dition vers
à il risque
à vie.

Quelques jours après avoir voté une loi protégeant les lanceurs d'alerte, on peut donc se permettre de claquer la porte au nez du plus célèbre d'entre eux, menacé d'une peine de 175 ans de prison outre-Atlantique pour avoir jeté une lumière crue sur l'ampleur des crimes commis par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan. Au passage,

les députés ont oublié la dette morale de la France vis-à-vis de Julian Assange. En effet, comme le rappelait le ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, en février 2020 : « Il a permis de révéler que Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande avaient été espionnés par les Américains, ça n'est pas rien. Il a permis de révéler également que Pierre

Moscovici et François Baroin, deux ministres français de l'Économie, avaient fait l'objet d'une opération d'espionnage économique conduite par les États-Unis. » Arguant de difficultés juridiques et diplomatiques, des élus du peuple ont préféré passer l'éponge et abandonner le combattant de la liberté à son triste sort. ■ J.D.